



**Nombre de membres :**  
**en exercice : 46**  
**présents : 28**  
**représentés : 8**  
**votants : 36**

**REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**Comité Syndical du 20 décembre 2022**  
**DELIBERATION N°2022-77**

L'an deux mille vingt-deux, le 20 décembre, à 9 heures le Comité Syndical, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par ses statuts, sous la présidence de Monsieur Alain AUZEMERY, Président du SYDED.

Date de convocation : le 30 novembre 2022.

Collège des groupements de communes : M. DE LA SALLE, M. NIVARD, M. MAUDUIT, M. GRANET, M. LE GOUFFE, Mme ROUCHUT, M. VALADAS, M. LAGORCE, M. LAVOREL, M. LATOUILLE, M. GEROUARD, Mme DELOS, M. POULET, M. BIDAUD, Mme LASCAUX, M. BERROU, M. MARTIN, M. PUYGRENIER.

Collège du Département : M. AUZEMERY, Mme SELLES, Mme LALOGUE, M. JOUANNY, Mme ALMOSTER RODRIGUES, M. BARRY, Mme AUPETIT-BERTHELENOT, Mme GENTIL, M. BUSSIERE, Mme TUYERAS.

Excusés, représentés ou absents : M. PEYRONNET, M. ALLARD, M. HABRIAS, M. CLUZEAU, M. COUEGNAS, M. CHAZELLE, M. DELOMENIE, M. DESROCHE, M. DARFEUILLES, M. SOLANS EZQUERRA, M. DUPRAT, M. BAUDEMONT, Mme ACHARD, M. GEHRIG, Mme LE GOFF, au titre du collège des groupements de communes ; Mme ROTZLER, Mme LARDY, M. RAYMONDAUD, M. CUBERTAFOND, M. MALET au titre du collège du Département de la Haute-Vienne.

Procurations : M. ALLARD à M. GRANET, M. HABRIAS à M. AUZEMERY, M. CLUZEAU à M. GEROUARD, M. COUEGNAS à M. LE GOUFFE, M. CHAZELLE à M. LAGORCE, M. BAUDEMONT à M. BIDAUD, M. GEHRIG à Mme ROUCHUT, M. RAYMONDAUD à Mme ALMOSTER RODRIGUES.

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Pierre GRANET

**Objet : Evolution du cadre du RIFSEEP**

**Vu** le CGCT ;

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (FPT) et notamment son article 88 ;

**Vu** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

**Vu** le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

**Vu** le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique de l'Etat (FPE) ;

**Vu** le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

**Vu** la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

**Vu** le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la FPE ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 3 avril 2017 concernant la mise en place du RIFSEEP ;

**Vu** les arrêtés fixant les montants de référence pour les corps et services de l'Etat ;

**Vu** les délibérations successives n°2019-30, n°2019-46, n°2020-06 du Comité syndical relatives à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

**Vu** l'avis du Comité technique en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

**Vu** le rapport de présentation du Président,

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, décide :**

- **de faire évoluer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 la grille de cotation applicable pour le calcul des montants du régime indemnitaire de l'ensemble des agents du SYDED au titre du RIFSEEP, part IFSE et indirectement part CIA, comme suit :**
  - critère n°1 - Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, maintien des 11 indicateurs définis initialement, mais comportant les modifications suivantes :
    - Pas de cotation pour l'indicateur « Coordination, supervision, tutorat spécifique » coté 10 points pour les agents bénéficiant de la NBI au titre des références 11, 19 et 22 du décret ;
    - Pas de cotation pour l'indicateur « Niveau de responsabilité lié aux missions » coté 25 points (échelle fort) pour l'agent bénéficiaire de la NBI au titre de la référence 11 du décret ;
    - Pas de cotation pour l'indicateur « Nombre d'agents encadrés » à hauteur de 10 points pour les agents bénéficiaires de la NBI au titre de la référence 19 du décret ;
  - critère n°2 - Technicité, expertise, expérience, qualifications, maintien des 6 indicateurs définis initialement, mais comportant les modifications suivantes :
    - Pas de cotation pour l'indicateur « Polyvalence » coté 5 points pour l'agent bénéficiaire de la NBI au titre de la référence 37 du décret ;
    - Pas de cotation pour l'indicateur « Technicité et niveau de difficulté du poste » coté 20 points pour l'agent bénéficiaire de la NBI au titre de la référence 37 du décret ;
    - Modification de l'indicateur « Niveau de qualification requis » par « Niveau de diplôme détenu » ;
    - Création d'une nouvelle échelle de cotation pour l'indicateur « Actualisation des connaissances et renforcement des compétences » organisé en encouragée 2 points / nécessaire 5 points / indispensable 8 points ;
  - critère 3 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, comportant les modifications suivantes :
    - Création d'un nouvel indicateur « Journée continue », coté selon 2 échelles : Oui 10 points / Non 0 point ;
    - Création d'une nouvelle échelle de cotation pour l'indicateur « Manipulation de matériel et entretien » organisée en sans objet 0 point / régulier 5 points / permanent 10 points.
- Ce critère 3 comporte ainsi désormais 14 indicateurs.
- **de rendre les contractuels de droit public, en CDI ou pour tout contrat d'une durée supérieure ou égale à 12 mois, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail), éligibles à l'IFSE dès le premier mois de contrat, sans aucune ancienneté de services au sein du syndicat et ce dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;**
- **d'autoriser le Président à mettre en application ces nouvelles modalités et à signer tout document nécessaire s'y afférant.**

L'ensemble des autres modalités du RIFSEEP applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 demeure inchangées.

**VOTE : UNANIMITE**

**Fait et délibéré à Panazol,**

